



ETUDE 2025

Les arbres, une solution à tous nos maux ?

PAR GUILLAUME LOHEST - NATURE & PROGRES BELGIQUE

Les arbres, une solution à tous nos maux ?

Une étude réalisée par **Guillaume Lohest**,
rédacteur pour *Nature & Progrès*,

avec la participation de **Sylvie La Spina**,
rédactrice en chef de la revue *Valériane*,
et de **Jean-Louis Van Malder**,
membre de *Nature & Progrès*

2025

Nature & Progrès Belgique



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



RESUME

En tous lieux et en toutes circonstances, planter des arbres est considéré comme une solution « tout-terrain » aux problèmes de notre société. Nos ligneux jouissent d'une image sympathique, et il est vrai qu'ils jouent des rôles multiples dans nos écosystèmes.

Parmi ceux-ci, la captation du carbone atmosphérique est mise en avant. Certains vont jusqu'à affirmer que planter des arbres peut compenser les émissions produites par nos trajets en avion ou d'autres activités perçues comme « non durables ». Déjà, s'engouffrent derrière ce discours de nombreux acteurs y trouvant une manière de déculpabiliser une population de plus en plus soucieuse des enjeux climatiques. Cette idée doit cependant être nuancée : quels arbres planter, où, quand, par qui, comment ? Et déjà s'évapore le rêve : non, planter des arbres n'arrêtera pas le dérèglement climatique ; des politiques de sobriété restent indispensables.

L'arbre peut, en revanche, nous aider à nous adapter à l'augmentation des températures en rafraichissant les villes. Il est alors nécessaire d'adopter une politique d'aménagement cohérente qui favorisera non seulement le verdissement, mais aussi la circulation lente (piétons, vélos...). La formation des architectes amenés à préparer ces plans doit prévoir un apprentissage des besoins des végétaux en vue de sortir d'une vision réductrice - souvent en vigueur actuellement - qui revient à considérer les plantations comme du mobilier urbain. Les aménagements inadaptés fleurissent dans nos villes, compromettant parfois la survie d'arbres centenaires.

Planter... Et pourquoi ne pas arrêter de couper les arbres ? L'idée de créer des forêts primaires fait son chemin, mais se heurte aux intérêts des multiples utilisateurs des espaces boisés : exploitants de bois, chasseurs, promeneurs... Car il ne faut pas oublier que la forêt constitue une vaste culture de plantes pérennes dont la révolution sur le temps long tend à faire oublier son caractère économique. En tant que consommateurs de bois et de ses sous-produits, nous sommes tous concernés par cette valorisation économique.

Si les arbres peuvent contribuer à « nous sauver » des dérèglements du climat, ils en sont aussi des victimes. Nos forêts dépérissent, aggravant la situation via le relargage de carbone dans l'atmosphère. Se pose la question de la nécessité d'une intervention pour les aider à s'adapter aux fluctuations de température et d'humidité. Faut-il planter de jeunes arbres d'essences mieux adaptées ou se reposer sur les vieux sujets, plus résilients ?

Cette étude se conclut par une réflexion sur toutes les nuances à apporter à l'idée simple et largement répandue que la plantation d'arbres constitue une solution face à l'emballement climatique. Ce geste anodin et sympathique ne devrait pas nous empêcher d'agir : questionner les pratiques agricoles, adopter la sobriété, faire évoluer la vision de l'arbre en ville, interroger la consommation de bois, promouvoir la création de forêts primaires dans une démarche concertée avec tous les acteurs des territoires. Planter, c'est bien, mais se pose aussi la question de l'entretien, qui repose principalement sur une population d'agriculteurs de plus en plus faible et surchargée. Et si cette responsabilité était mieux répartie au sein de la société ? Au-delà de l'arbre se cachent quantité d'enjeux prioritaires pour notre société, *pour notre santé et celle de la Terre.*

TABLE DES MATIERES

Résumé	3
Table des matières.....	4
CONTEXTE : L'arbre magique ?	6
Mobiliser pour le climat.....	6
Le pouvoir des arbres	7
Forêts sous tension.....	8
Objet et structure de l'étude.....	7
Chapitre 1 : Planter des arbres pour le climat	10
Planter des arbres pour la biodiversité et le climat.....	10
<i>Treewashing</i> , un alibi pour ne pas changer ses pratiques	11
Reforester, mais pas n'importe comment !.....	11
Alors, faut-il replanter des arbres pour le climat ?.....	12
Chapitre 2 : Rafrâichir les villes, le miracle des arbres	14
Jusqu'à six degrés de moins	14
Des villes canopées	15
Tant de bienfaits... et quelques limites	15
Repenser nos villes et notre mobilité	16
Aménager et ménager	16
Chapitre 3 : Faire revivre des forêts primaires	20
Une forêt vraiment naturelle	20
Une menace pour l'économie.....	21
Changer d'échelle de temps	21
Chapitre 4 : Nos vies en bois industriel.....	24
Où est le bois dans nos vies ?	24
« Durable », nous dit-on	24
La résilience des forêts wallonnes	25
La conscience tranquille ?.....	25
Chapitre 5 : Vulnérables forêts	28
Ravages du feu	28
La sécheresse tue les forêts	28
S'adapter à vitesse forcée ?	29
Conclusion : Planter des arbres, pour le meilleur ou pour le pire ?.....	32

Une formule tout terrain	Erreur ! Signet non défini.
L'arbre qui cache la forêt	32
Arbres et haies à travers le temps	32
Regarder au-delà de l'arbre	33
Poser les vraies questions !	33
Comment agir ?	34
Références	36

CONTEXTE : L'ARBRE MAGIQUE ?

Nature & Progrès, une association de citoyens et agriculteurs biologiques en Wallonie et à Bruxelles, agit au quotidien depuis presque 50 ans pour préserver la santé humaine et planétaire. Alors qu'aux débuts de l'association, dans les années 1970, on parlait déjà de dérèglements climatiques causés par l'augmentation de la teneur en gaz à effet de serre de l'atmosphère, un phénomène d'origine anthropique, les choses n'ont fait que s'accélérer depuis.

MOBILISER POUR LE CLIMAT

Les membres de l'association ont pris à bras le corps cette problématique. La campagne « Mobilisons-nous pour réduire le CO₂ »¹, lancée en 2021 avec le soutien de la Wallonie et de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, vise à sensibiliser les citoyens à un changement de comportement et à les pousser à l'action dans le but d'atteindre les objectifs européens de réduction des émissions de CO₂. Le projet était motivé par une crainte du « retour à l'anormal », du retour aux habitudes après une période de confinement liée au coronavirus qui permet à chacun d'essayer de nouvelles pratiques. Par le biais d'animations par et pour les citoyens, l'association a récolté l'engagement sur l'honneur de 850 personnes à réduire leur empreinte carbone, estimée à l'aide d'un logiciel mis à disposition par *Carbone4*. Les démarches touchent au mode de transport, à la consommation alimentaire, à la gestion des déchets, aux économies d'énergie, etc.

PLANTER DES ARBRES POUR LE CLIMAT

Et si la mobilisation en faveur du climat se traduisait aussi par la plantation d'arbres ? Voici quelques années que tout le monde en parle. La croissance des ligneux permettrait de stocker le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère. Le carbone issu du pétrole et du charbon, provenant déjà, à l'origine, d'arbres « fossilisés », se retrouverait ainsi piégé dans des arbres vivants, et qui sait, à terme, réenfoui dans les profondeurs de la Terre. L'idée fait mouche, et de nombreux acteurs proposent déjà une compensation carbone sous la forme de plantation d'arbres ici ou ailleurs.

La solution serait-elle, finalement, aussi simple ?

OBJET ET STRUCTURE DE L'ETUDE

L'étude, rédigée dans sa plus grande partie par Guillaume Lohest, propose une analyse de l'idée de planter des arbres « pour le climat ». Elle décortique de manière critique les arguments avancés par les défenseurs de cette idée, pointe les faiblesses du discours et des pratiques, pose les questions nécessaires pour apporter de la nuance au débat. Elle invite le lecteur à construire son point de vue sur la question, à adapter ses pratiques individuelles et à imaginer des solutions collectives à ces enjeux, *pour notre santé et celle de la Terre.*

LE POUVOIR DES ARBRES

« Le jour où l'on inventera la machine la plus sophistiquée du monde, ce sera un arbre. »

C'est avec ces mots que Guillaume Lohest, rédacteur principal de cette étude, s'est exprimé lors de la première rencontre de la revue *Valériane de Nature & Progrès*, le 24 mai 2025. Cette admiration pour les arbres lui vient de l'enfance. bercé par l'œuvre de Jean Giono, « L'homme qui plantait des arbres », il raconte la force extraordinaire transmise par cette légende. *« Elle semble dire que c'est de la collaboration entre les êtres humains et la forêt qu'on redonne vie à des lieux qui sont sans vie. »*

Chapitre 1 : Planter des arbres pour capter le carbone

Les pouvoirs des arbres sont incroyables. Le bois est de l'air transformé, c'est miraculeux ! *« On lit depuis plusieurs années, sous la plume de plus ou moins scientifiques - on ne sait pas trop -, cette idée que pour lutter contre le dérèglement climatique, planter des arbres pourrait faire partie de la solution. Mais quels arbres ? Des monocultures bien alignées ? Qu'est-ce qui est vrai ou faux dans cette affirmation ? Est-ce une illusion de penser qu'on peut résoudre les défis climatiques en plantant des arbres ? »* Se pencher sur la question permet de rapidement révéler les raccourcis ou les vérités tronquées, et de déceler l'influence d'un « tree washing » déjà bien implanté dans notre société de consommation. Ces questions font l'objectif du premier chapitre de cette étude.

Chapitre 2 : Planter des arbres pour rafraîchir les villes

S'ils peuvent théoriquement participer à réduire l'ampleur du dérèglement climatique en absorbant une partie du carbone que notre société a émise, les arbres sont aussi présentés comme une solution pour mieux s'adapter au réchauffement global. L'effet climatiseur de ces géants est indiscutable ; se pose alors la question d'où leur permettre de plonger leurs racines et de déployer leur précieux feuillage. Les questions d'aménagement des territoires émergent alors, s'étendant à celles de la mobilité et la nécessité de percevoir les arbres de manière plus réaliste qu'un simple mobilier urbain. Car, comme le démontre Jean-Louis Van Malder, membre de *Nature & Progrès*, aussi louable que peut l'être un réaménagement « vert » de voirie, certaines pratiques

viennent encore compromettre la vie d'arbres séculaires se trouvant malencontreusement sur le chemin de la pelleteuse.

FORETS SOUS TENSION

Chapitre 3 : Planter, ou arrêter de couper des arbres ?

Planter des arbres est indéniablement un geste vertueux, pour notre santé et celle de la planète. Mais cesser de les couper, ne serait-ce pas aussi intéressant ? L'idée fait son chemin avec des rêves de création de forêts primaires, soit, des parcelles boisées laissées à leur libre développement, ré-ensauvagées naturellement, soustraites à la main de l'homme qui gère et exploite. Un projet à cheval sur la Wallonie et la France, fit récemment débat. L'on assista à une levée de bouclier de plusieurs acteurs. Pour quelles raisons, et comment trouver les justes compromis pour concrétiser cette idée sur nos territoires ?

Chapitre 4 : L'arbre exploité

Et justement, cet arbre magique, qui résout tous nos problèmes - jusqu'à désodoriser nos voitures ? -, est aussi et avant tout un outil économique. Peut-on encore l'oublier alors que le bois et le papier sont présents partout dans notre environnement ? Mais se pose-t-on encore la question de sa provenance, de son exploitation durable, dans nos régions ou ailleurs ? A travers nos modes de vie, ne sommes-nous pas complices de la dégradation de nos forêts ? Déforestation au projet de monocultures d'essences hyper-productives et exploitées dans le cadre de rotations courtes, ampleur des coupes à blanc déstructurant les sols autant que les paysages, etc.

Chapitre 5 : Sauver les arbres du climat

Enfin, l'auteur a souhaité se pencher sur un grand dilemme : si l'arbre peut être un allié pour réduire les effets des changements climatiques ou s'y adapter, il est également victime de l'emballement du climat. Le dépérissement des forêts s'observe partout en Europe. Se pose la question de l'attitude à adopter pour sauver ces écosystèmes. Faut-il planter de nouvelles essences, mieux adaptées à certains extrêmes comme les canicules et les sécheresses ? Faut-il, au contraire, laisser vieillir les forêts, les arbres étant réputés plus résistants aux aléas du climat lorsque leurs racines sont profondément ancrées dans la terre ? Les arbres nous sauveront-ils, ou est-ce à nous à les sauver ?

L'ARBRE, UNE SOLUTION A TOUS NOS MAUX ?

La conclusion de l'étude, rédigée par Sylvie La Spina, rédactrice en chef de la revue *Valériane*, s'inspire de travaux sociologiques pour considérer sous un angle plus nuancé l'action de planter des arbres. Dans ce domaine, « l'arbre cache souvent la forêt ». Si les agriculteurs jouissent d'une image sympathique lorsqu'ils entreprennent de planter des haies autour de leurs champs, n'oublie-t-on pas de considérer leurs pratiques de manière plus globale, notamment l'utilisation

de pesticides chimiques de synthèse ou l'établissement de monocultures sur de grandes surfaces ? Les chiffres révèlent, par ailleurs, que les haies détruites chaque année sont bien plus importantes que les kilomètres plantés. Si l'installation de haies semble avoir le vent en poupe, le fait qu'elles soient éliminées à l'âge mûr révèle des difficultés dans l'entretien du paysage qui amènent directement la question de l'évolution de la démographie agricole. Peut-on encore confier aux seuls agriculteurs la responsabilité de préservation du paysage, de la biodiversité et du climat alors que leurs effectifs s'amenuisent et que se pose la question de la relève ?

Décidément, planter des arbres n'est pas un geste anodin ; il est lié à une foule d'enjeux sociétaux sur lesquels nous devons absolument nous pencher, de manière collective et démocratique.

CHAPITRE 1 : PLANTER DES ARBRES POUR LE CLIMAT

Le climat se dérègle parce qu'il y a trop de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, surtout du dioxyde de carbone. Or, les arbres sont des formidables machines à séquestrer le carbone. Donc, planter des arbres est le meilleur moyen de lutter contre le dérèglement climatique. CQFD ? Prenons l'avion pour réfléchir à cette démonstration a priori infaillible.

Par Guillaume Lohest, rédacteur pour *Nature & Progrès*

Vous faites une réservation en ligne. Léger sentiment de culpabilité. Vous savez que votre empreinte carbone va exploser. Si les huit milliards de terriens prenaient l'avion aussi souvent que les classes moyennes occidentales, si leur mode de vie s'alignait sur le vôtre, on aurait besoin de quatre ou cinq planètes. On ne les a pas, vous le savez, et se produit alors un petit soulagement dans votre conscience quand la compagnie aérienne vous propose une compensation carbone. En payant deux euros de plus, vous contribuez à régénérer une forêt en Algarve, au sud du Portugal².

PLANTER DES ARBRES POUR LA BIODIVERSITE ET LE CLIMAT

Plus tard, dans l'avion, vous repensez à cette histoire de compensation. Vous faites quelques recherches sur votre smartphone et, soudain, votre cerveau reçoit une grosse dose d'endorphine. Un immense soulagement vous envahit. Vous venez de lire ce truc génial³ : « *Il y a suffisamment de place dans les parcs, les forêts et les terres abandonnées du monde pour planter 1.200 milliards d'arbres supplémentaires, qui auraient la capacité de stockage de dioxyde de carbone nécessaire pour annuler une décennie d'émissions.* »

Une étude publiée dans la revue *Science*⁴ a en effet démontré que nous disposons, sur notre planète, de 900 millions d'hectares disponibles pour planter des arbres. Pour calculer ces surfaces, les chercheurs ont exclu les forêts existantes – puisque déjà plantées –, les surfaces cultivées – car il faut aussi veiller à notre autonomie alimentaire – et les villes. Ces arbres pourraient alors capturer 205 gigatonnes de CO₂ dans les prochaines décennies, cinq fois la quantité émise en 2018 dans le monde et les deux tiers de tout ce que l'Homme a généré depuis la révolution industrielle. « *Si nous plantions ces arbres aujourd'hui, le niveau de CO₂ dans l'atmosphère pourrait être diminué de 25 %* », indique Jean-François Bastin, l'auteur principal de l'étude.

« *Ce qui m'impressionne le plus est l'ampleur. Je pensais que la restauration serait dans le top 10, mais elle a un potentiel bien plus important que toutes les autres solutions proposées pour le changement climatique.* » a indiqué le professeur Crowther au journal britannique *The Guardian*⁵. Cette solution ne dépend pas du bon vouloir des politiques. « *Elle est disponible maintenant, elle est la moins chère possible et chacun d'entre nous peut être impliqué. Cela pourrait permettre de relever les deux plus grands défis de notre époque : le changement climatique et la perte de la biodiversité* ». Les forêts abritent en effet plus de 80 % des espèces d'animaux terrestres et de plantes que compte la planète.

Il existerait donc une solution simple à cet immense problème mondial du climat : planter des arbres par trillions ! Et en effet, vous constatez que de nombreux États ont déjà annoncé des programmes massifs : au Canada (deux milliards), en France (un milliard), en Australie aussi (et un milliard de plus !) ... On est loin du compte, mais c'est un début. Il suffira d'augmenter la cadence et de planter davantage. Votre cerveau traverse une turbulence mais reste globalement en joie, car les choses sont claires et peuvent être calculées.

TREEWASHING, UN ALIBI POUR NE PAS CHANGER SES PRATIQUES

Plus pour longtemps. De clic en clic, dans l'atmosphère entre deux continents, vous êtes emmené vers des pages moins accommodantes. Vous faites connaissance avec le concept de *treewashing*, le greenwashing par les arbres, pratiqué allègrement par les multinationales. Un véritable marché : des opérateurs se proposent comme intermédiaires entre les entreprises et les projets de plantation.

« Ces articles, voire ces études, servent la soupe aux entreprises qui ne veulent pas réduire leurs émissions et font du greenwashing. Ce sont des secteurs économiques entiers qui s'engouffrent dans la reforestation comme solution de lutte contre les changements climatiques. Finalement planter des arbres, ne serait-il pas une façon pour les entreprises de cacher l'enjeu de réduire la production et consommation d'énergies fossiles ? Bienvenue dans l'envers du décor. » interpelle Jonathan Guyot, ingénieur forestier co-fondateur de la communauté *All4trees*⁶. En effet, l'on constate que trois leaders de l'activité pétrolière, *ENI*, *Shell* et *Total*, s'intéressent désormais aux arbres.

L'Organisation des Nations Unies interpelle sur les bienfaits mais aussi les dangers des compensations carbone : *« ONU Environnement soutient les compensations de carbone en tant que mesure temporaire jusqu'à 2030 et en tant qu'outil pour accélérer l'action climatique »*, a déclaré Niklas Hagelberg, spécialiste du climat à *ONU Environnement*. *« Cependant, ce n'est pas une solution miracle, et le danger est que cela peut conduire à la complaisance. Le rapport d'octobre 2018 du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a clairement montré que, si nous voulons avoir un quelconque espoir de freiner le réchauffement planétaire, nous devons absolument réduire les émissions de carbone : passer à l'électricité, adopter les énergies renouvelables, manger moins de viande et gaspiller moins de nourriture. »*⁷

Quant à la capture de carbone par les arbres, les nuances pleuvent de toutes parts. Vous apprenez qu'il n'y a pas d'équivalence exacte entre le carbone fossile émis et le carbone capturé. Que les arbres ne capturent pas du tout avec la même efficacité selon leur âge, selon leur latitude, selon leur « essence » (*sic*) ... Et surtout, qu'un arbre *« ne pousse pas instantanément. Il lui faut plusieurs dizaines d'années pour absorber une quantité de CO₂ équivalente à celle émise par la combustion d'énergies fossiles. Sauf que nous n'avons pas le temps de regarder pousser les arbres si nous voulons stabiliser le climat. »*⁸

REFORESTER, MAIS PAS N'IMPORTE COMMENT !

L'atterrissage approche et voici le coup de grâce. En octobre 2023, une étude publiée par des chercheurs de l'université d'Oxford⁹ parvient à la conclusion que *« la tendance actuelle de la plantation d'arbres axée sur le carbone nous entraîne sur la voie de l'homogénéisation biotique et*

fonctionnelle à grande échelle pour un faible gain de carbone. » Entre les lignes, on comprend que planter des arbres pour ralentir le dérèglement climatique est, au mieux une illusion, au pire une aggravation du problème. Car ce sont les plantations industrielles à grande échelle qui représentent la majorité des arbres plantés : or, elles servent à d'autres fins qu'à séquestrer le carbone et créent bien d'autres problèmes auxquels vous n'avez pas envie de songer à présent, car votre moral est tombé au plus bas.

C'est la fin. Vous teniez une solution magique, il n'a fallu que quelques heures pour qu'apparaisse tout ce qu'elle avait de naïf et de simplificateur. Vous voici arrivé à la conclusion inverse : planter des arbres pour préserver le climat, c'est n'importe quoi. Vous jurez qu'on ne vous y reprendra plus. Mais avant cela, reste une dernière chose à vérifier. Votre moteur de recherche, *Ecosia*, cela vous revient, promettait lui aussi de planter des arbres pour compenser l'empreinte de votre utilisation d'Internet. Du bluff, là encore ?

Peut-être pas tant que cela. Dans un entretien¹⁰, le fondateur d'*Ecosia* semble conscient des pièges. « *Quand on plante des arbres, il est important de le faire de la bonne manière* », précise-t-il. « *Nous ne plantons pas nous-mêmes des arbres mais nous travaillons avec des associations, des ONG et des entreprises dont c'est la spécialité.* » Une sélection s'opère : « *Nous avons aussi rejeté de nombreux dossiers car ils n'apportaient pas les garanties suffisantes. Ce qui est important, c'est de planter des arbres aux endroits où ils devraient être plantés, pour ne pas déstabiliser l'écosystème, dont les sols.* »

ALORS, FAUT-IL REPLANTER DES ARBRES POUR LE CLIMAT ?

C'est le moment d'atterrir. Croire que planter 1.200 milliards d'arbres est une solution miraculeuse pour stopper le dérèglement climatique est une déformation occidentale de l'esprit humain. Galilée comparait la nature à un grand livre de mathématiques, Descartes voyait l'Homme devenir maître et possesseur de celle-ci. Eh bien, en comptant le nombre d'arbres et de gigatonnes de CO₂ qu'ils peuvent séquestrer, nous reproduisons le vieux schéma rationaliste de la modernité. L'histoire du marteau qui voit tous les problèmes sous forme de clous. De la mentalité d'ingénieur, dirait Aurélien Barrau. Nous réduisons le vivant à un livret de comptabilité.

Mais si, déçus d'avoir cru au miracle mathématique, nous nous mettons à critiquer avec aigreur et cynisme tout projet de plantation d'arbres, nous agissons comme des enfants gâtés de la modernité dont on a cassé le dernier jouet. Le *treewashing* existe, les multinationales sont sans scrupules, certes, mais les arbres font partie des écosystèmes à régénérer et donc des pistes à suivre. Sans naïveté et en accordant notre confiance à des organismes qui travaillent au plus proche du terrain, en lien avec des expertises plurielles, à la fois scientifiques et associatives, locales et régulièrement évaluées¹¹.

Ne perdons pas nos objectifs de vue, et poursuivons nos efforts pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. *Nature & Progrès* encourage chacun et chacune à la sobriété, à une réflexion poussée sur nos habitudes alimentaires et énergétiques. Veiller au climat, c'est choisir des produits locaux de saison, qui n'ont pas nécessité ni de transports ni de chauffage permettant de décaler les saisons. C'est choisir des aliments bio, qui ne dépendent pas de fertilisants de synthèse dont la filière de production est extrêmement énergivore. C'est isoler de manière naturelle son habitat pour réduire ses dépenses énergétiques. C'est privilégier le covoiturage, le vélo, les déplacements à pied, la mutualisation et la solidarité. Nous continuerons à planter des

arbres, car ils contribuent à la beauté de nos paysages, à une agriculture résiliente, à nous nourrir de baies et de fruits, à héberger la biodiversité... Mais pas pour compenser des comportements délétères pour le climat ni pour nous donner bonne conscience !

CHAPITRE 2 : RAFRAÎCHIR LES VILLES, LE MIRACLE DES ARBRES

« L'arbre ne retire pas son ombre, même au bûcheron » affirme un proverbe indien. En ville, cette générosité végétale prend tout son sens. Le dérèglement climatique confrontera de plus en plus souvent un nombre de plus en plus important de citoyens à des épisodes de fortes chaleurs. Y planter des arbres aujourd'hui, c'est s'adapter aux conditions extrêmes de demain.

Par Guillaume Lohest, rédacteur pour *Nature & Progrès*, avec le témoignage de Jean-Louis Van Malder, membre de *Nature & Progrès*

Si l'arbre fait partie des solutions pour réduire les teneurs en gaz à effet de serre dans l'atmosphère et leurs effets sur le climat - sous certaines conditions comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent -, ne constituerait-il pas également une voie d'adaptation aux dérèglements climatiques ? Planter des arbres pour climatiser les villes, l'idée fait son chemin. Mais ici aussi, ce concept soulève son nombre de questions.

JUSQU'À SIX DEGRÉS DE MOINS

D'après les dernières estimations des Nations Unies, 57 % des humains habitent dans une ville. Les amoureux des campagnes et des forêts peuvent le déplorer, cela n'y changera rien : l'urbanisation du monde, commencée il y a des décennies, continue sa progression. On attendrait même 70 % de citoyens en 2050. En Europe, nous y sommes déjà. Le taux d'urbanisation actuel est de 75 %. Or l'une des conséquences du dérèglement climatique est l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des canicules. Elle est déjà à l'œuvre : il y a eu quatre fois plus d'épisodes caniculaires en France cette dernière décennie que durant les années 1980. Et cela va empirer. D'ici à 2050, le nombre de vagues de chaleur pourrait encore doubler.

Mais derrière cette perspective globale se cachent des réalités très distinctes. Un même épisode caniculaire est vécu très différemment selon que l'on vit dans une propriété arborée à la campagne ou dans une barre d'immeubles au cœur d'une métropole. Si l'on s'en tient aux seules disparités de thermomètre, les différences observées entre ville et campagne sont connues depuis longtemps. Ainsi, selon une étude réalisée à Bruxelles par la *Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek*, « les températures de l'air sont plus élevées de trois degrés en moyenne au centre de la Région de Bruxelles-Capitale qu'à ses alentours ruraux en été (sur la période 1987-2016). Les températures les plus élevées s'observent dans de grandes zones au centre-ville urbanisé. Elles sont légèrement plus basses au-dessus des eaux et dans les grands parcs »¹². La nuit, l'écart est même de quatre à six degrés.

Ce phénomène porte un nom : l'îlot de chaleur urbain. Il s'explique par deux facteurs principaux : l'inertie thermique – de façon générale, plus un matériau est lourd et épais, plus il accumulera de la chaleur – et l'effet d'albédo, c'est-à-dire la quantité d'énergie solaire réfléchi par rapport à l'énergie solaire reçue. En ville, pour faire simple, la chaleur s'accumule parce que l'albédo est plus faible et parce que les matériaux ont une grande inertie thermique. « Si l'on prend l'exemple du béton brut, on voit qu'il a une inertie thermique assez élevée et un albédo faible, il absorbe donc près de 80 % de l'énergie qu'il reçoit. Ainsi, le béton soumis aux rayonnements solaires, mais

aussi aux rayonnements de réflexion, va se réchauffer lentement mais sa capacité thermique et son albédo lui permettent d'emmagasiner beaucoup de chaleur »¹³.

DES VILLES CANOPEES

La solution est-elle d'aller vivre à la campagne ? Pas forcément. Les villes ont d'autres avantages écologiques (en tout cas, les villes de taille raisonnable) – mais ce n'est pas le débat ici. Avant d'envisager un exode urbain de toute façon utopique et peu raisonnable, une autre piste a déjà fait ses preuves : augmenter la quantité d'arbres en ville. À Liège, c'est l'objectif du Plan Canopée, qui ambitionne la plantation de 24.000 arbres d'ici à 2030. Parallèlement aux efforts pour réduire les émissions, la ville veut donc aussi anticiper sur le terrain de l'adaptation au dérèglement climatique. Car *« sans agir, le climat liégeois pourrait correspondre, à l'horizon 2100, à celui que nous connaissons aujourd'hui à... Madrid ou Porto ! Nous connaissons entre 15 et 27 jours de vague de chaleurs (température de plus de 25°C pendant au moins cinq jours de suite ou 30°C pendant trois jours ou plus), contre une moyenne de trois à six jours par an aujourd'hui »¹⁴.* Construit avec l'aide de scientifiques et d'académiques, ce plan en appelle aussi à une implication des citoyens puisque deux tiers des arbres à planter le seront sur des terrains privés.

De nombreuses villes dans le monde entier initient des programmes similaires. Bruxelles a également son Plan Canopée 2020-2030. Car il semble que, parmi les méthodes envisageables pour lutter contre les îlots de chaleur urbains, la plantation d'arbres soit, de loin, la plus efficace. Rendre les villes plus blanches pour augmenter l'effet d'albédo aurait un impact assez limité. Autre possibilité, la multiplication des écoulements d'eau en surface ; mais elle est moins pratique et plus technique à mettre en œuvre. C'est donc naturellement vers la végétalisation que les villes se tournent en priorité. Barcelone, Lyon, Marseille, Montréal, Nantes, Rennes, Rome, Stuttgart, Toulouse et Vienne, parmi d'autres, se sont lancées et ont été étudiées dans le cadre d'un ouvrage de référence sur le sujet¹⁵.

TANT DE BIENFAITS... ET QUELQUES LIMITES

Au fond, comment les arbres rafraichissent-ils l'espace autour d'eux ? Michel Bernard, journaliste et fondateur de la revue *Silence*, a étudié en profondeur le sujet. Il met en évidence l'addition de plusieurs phénomènes. D'abord, *« ses feuilles absorbent une grande partie du rayonnement solaire lors de la photosynthèse, et le reste est reflété. »* Ensuite, *« il crée une ombre portée qui protège les personnes, les animaux, les végétaux et les pelouses situées en-dessous, rafraîchit le sol et fait bouclier pour les façades. »* Enfin, grâce à ses racines, *« il puise l'eau dans le sol et la rejette dans l'air par ses stomates. Ce phénomène de transpiration, appelé aussi évapotranspiration, préserve l'humidité locale et rafraîchit l'air ambiant »¹⁶.* On parle ici des avantages de « climatisation » des arbres, mais ils ont évidemment d'autres bienfaits : drainage des eaux de surface, purification de l'air, apport de biodiversité, bien-être et beauté de la ville...

Toutefois, ce miracle n'est pas sans l'une ou l'autre difficulté. Il a été observé que *« les arbres sont efficaces mais sur une distance limitée : des thermographies montrent que l'effet s'estompe au-delà de 100 mètres. »* Autre problème : le temps qu'il faut pour que ça pousse... et la vulnérabilité au changement climatique lui-même : *« un arbre de grande envergure va mettre entre 25 et 50 ans pour atteindre sa taille adulte... avec le risque qu'entre temps, le climat ait tellement changé que*

l'arbre ne résiste plus. Ainsi, à Montréal, 10 % des arbres (les frênes) ont été attaqués par un parasite dont l'apparition est liée à la hausse des températures »¹⁷. Le choix des essences doit donc être savamment pensé en amont et, surtout, diversifié, entre espèces indigènes et anticipation de conditions climatiques futures.

REPENSER NOS VILLES ET NOTRE MOBILITE

Enfin, et c'est sans doute le point le plus épineux, la place qu'occuperont les plantations d'arbres doit forcément être rognée sur autre chose... Ce qui peut se résumer ainsi : *« comment concilier la mise en place d'un réseau assez dense de végétation avec des arbres de grande taille, avec la volonté de densifier la ville et donc les bâtiments ? Cela passe principalement par la reconquête des espaces occupés par l'automobile en espaces verts : suppression de places de stationnement, diminution de la largeur des chaussées, piétonisation de rues... Il n'est guère envisageable de toucher au bâti. »* Or, on sait que toute atteinte à l'espace automobile peut créer des remous explosifs dans le monde politique et chez les citoyens, tant la voiture a été sacralisée depuis des décennies.

La place de l'arbre en ville, si elle est vertueuse, ne fait pas toujours l'unanimité. Dans la commune de Schaerbeek, au printemps 2025, plusieurs arbres ont été retrouvés abîmés à la scie, à la perceuse, voire abattus. Le « serial scieur » aurait déclaré être incommodé par les arbres. Interrogé par les journalistes au sujet de ce fait divers, l'échevin en charge des espaces verts de la commune, Philippe Jacquemyns, évoque d'autres faits. *« Ce qui arrive souvent, ce sont des sociétés de démantèlement peu scrupuleuses qui coupent une branche ou deux pour pouvoir avoir plus d'espace pour travailler. C'est très fréquent lors des pics de démantèlements. »*

AMÉNAGER ET MÉNAGER

L'aménagement « vert » pratiqué dans nos villes n'est pas toujours compatible avec le ménagement des arbres existants. L'été 2025, Jean-Louis Van Malder, ancien pépiniériste et membre de *Nature & Progrès*, nous interpelle.

« Atteignant des hauteurs de 20 à 30 mètres, regroupés en ce qui fût jadis un bois aux essences multiples, des arbres plus que centenaires se trouvent en souffrance dans mon quartier de la commune de Dilbeek. Au siècle dernier, une rue divisa leur communauté. Une balafre de 20 mètres de large devait permettre d'établir des maisons trop grandes, des parkings en bordure de trottoirs délaissés, des garages parfois gorgés de rebuts de surconsommation.

Cette rue est en chantier. Il s'agit d'installer une piste cyclable, un trottoir et une zone dite « verte » le long d'une chaussée réduite pour le passage des véhicules ; en somme, une redistribution de ce qui existait en réduisant la surface de la chaussée et en augmentant les matériaux permettant une meilleure pénétration de l'eau. Dans la zone dite « verte », des arbres uniformes seront accompagnés soit de surfaces enherbées, soit d'arbustes pour la plupart d'une seule et même espèce. Dans l'ensemble, la rue devrait se présenter de manière plus verdoyante. Ce réaménagement se veut en adéquation avec l'évolution du climat et de la biodiversité. La commune présenta en effet le projet comme « le rétablissement de l'écosystème d'une zone verte par le biais d'une meilleure infiltration de l'eau le long d'un couloir écologique ». Incidemment, elle vise un « impact durable sur la viabilité du lieu pour les habitants et les passants, un

environnement sain, sécuritaire et actif pour faire face aux changements du climat ». Planter des arbres « pour le climat », « climatiser » les villes, des sujets à la mode mais peut-être un peu simplistes comme le souligna Guillaume Lohest dans les précédentes revues Valériane. Ces travaux menacent les magnifiques spécimens ligneux aux fûts d'environ 80 centimètres de diamètre qui ornent encore quelques jardins privés.

L'arbre au pied duquel je me trouve fait une vingtaine de mètres de haut. Sa cime d'environ 14 mètres de diamètre surplombe la rue. Il s'est entendu avec son voisin le plus proche pour lui laisser de l'espace vital et s'est penché côté chaussée. La benne de l'excavatrice s'est arrêtée pile à la limite de la propriété où se situe le géant, à deux mètres cinquante de son tronc. Ensuite, elle a défoncé le sol et sectionné les racines sur quelques 60 centimètres de profondeur pour permettre l'apport d'une nouvelle terre sur une toile géotextile, sur de la pierraille, sur un sol compacté. Pour la pénétration de l'eau, j'ai de sérieux doutes. Pour ce qui concerne toutes les fonctions écologiques que remplissent les sols vivants, il vaut mieux ne pas soulever le sujet.

Le colosse est amputé d'une quantité substantielle de racines, et donc, privé d'une partie de son approvisionnement en eau, en oxygène et en matière organique. A moins de refaire rapidement, très rapidement, de nouvelles racines, de pouvoir puiser dans la terre rapportée ses éléments vitaux, son espérance de vie semble compromise. Le réseau des champignons mycorhiziens vivant en symbiose mutualiste avec les racines se trouve estropié, mettant en péril le seigneur des forêts, surtout en période de climat capricieux. Toute la biodiversité des organismes œuvrant sous le niveau du sol pour assurer sa vie et sa stabilité se trouve mutilée, voire anéantie. D'ici quelques années, un quelconque habitant attirera l'attention sur les dangers d'éventuelles chutes de bois mort, demandera un diagnostic de santé qui n'aura pas lieu, mais condamnera le magnifique à l'abattage sous prétexte que sa chute pourrait s'avérer dangereuse. Après tout, ce n'est qu'un arbre. Pourquoi prendre des risques ?

Les conducteurs d'engins de chantier sont loin d'imaginer les conséquences de leurs travaux. Ils creusent ou déplacent un matériau qui n'a aucun aspect vivant. De couleur jaune, noire ou, pire, grise cette masse informe s'avère collante, assure peu de stabilité par temps humide, se trouve truffée de caillasse provenant de chantiers antérieurs. On pourrait se demander à juste titre comment la végétation trouve la force de vivre dans ce substrat. Curieux écosystème où aucune bestiole apparente ne révèle un quelconque dynamisme. Lorsque j'observe les différents horizons que la pelle mécanique découvre, il est vrai que la couche dite « arable » paraît bien mince. Avec ses 30 à 40 centimètres d'épaisseur dans le meilleur des cas sous nos latitudes, il semble difficile de concevoir, du haut d'une machine, que le réaménagement « écologique » d'une rue puisse être fatal à des arbres centenaires. »

Cette problématique, discutée avec d'autres membres de notre association, soulève la question de la place de l'arbre dans la formation des architectes et des urbanistes. « Ne sont-ils pas simplement considérés comme un mobilier de jardin comme un autre, plutôt que comme des êtres vivants dotés de besoins spécifiques ? », soulève Gérard. Pour Georges, notre jardinier-conseil, cette méconnaissance s'étend aussi à de nombreux particuliers lors de l'aménagement de leur jardin. Or, c'est dans ces jardins, justement, que se trouve la place pour verduriser et climatiser nos villes et nos villages.

Pour *Nature & Progrès*, la nécessité de planter des arbres en ville ne laisse aucun doute. Dans la perspective d'une société mieux adaptée aux défis climatiques à venir, il est indispensable de repenser nos villes et notre mobilité en misant sur un transport collectif public efficace et sur un

réseau de voies lentes favorisant le déplacement à pied ou à vélo. Les espaces verts doivent rentrer dans les priorités d'aménagement des territoires Mais ne tombons pas dans le panneau : de nombreux aménagements verts reposent encore aujourd'hui sur l'idée que l'arbre et les arbustes constituent un mobilier urbain comme un autre. Et si on introduisait des cours d'écologie dans les formations de nos architectes et aménagistes ? Cette évolution permettrait de concevoir des espaces où les besoins des arbres seraient respectés, pour leur épanouissement durable. Pour notre bien-être, pour notre santé et celle du climat.

CHAPITRE 3 : FAIRE REVIVRE DES FORÊTS PRIMAIRES

Le rêve paraît fou : recréer une forêt primaire en Europe de l'Ouest. Un trésor de biodiversité, offrant de multiples avantages. Presque un sanctuaire... Mais dans les Ardennes, qui pourraient se prêter à un tel projet, l'opposition est vive. Entre les arbres séculaires et les humains empressés, un dialogue de sourds ?

Par Guillaume Lohest, rédacteur pour *Nature & Progrès*

Si planter des arbres pour capter du dioxyde de carbone ou climatiser les espaces urbains est en théorie vertueux, une autre voie ne serait-elle pas de ne plus les couper ? Un arbre peut vivre des centaines d'années, voire des millénaires. Le plus vieux se trouverait au Chili, dans le parc national Alerce Costero. Haut de seulement 28 mètres, le cyprès, baptisé « Gran Abuelo », attendrait 5.848 ans. En Belgique, la révolution moyenne d'une forêt - appelée aussi, comme en agriculture, sa période de rotation - se situe entre 50 et 80 ans. Et si on laissait vieillir nos arbres pour recréer une véritable forêt primaire ?

UNE FORÊT VRAIMENT NATURELLE

« Je vous confirme, Monsieur le maire, qu'il n'existe pas de projet porté ou soutenu par l'État de création d'une forêt primaire sur le territoire des Ardennes¹⁸. » C'est en ces termes que le ministre français de la Transition écologique – c'était alors Christophe Béchu – a tenu à rassurer le maire de Charleville-Mézières, Boris Ravignon, le 29 février 2024.

Le rassurer, avez-vous dit ? En effet. Car une utopie menaçante a germé dans l'esprit du botaniste Francis Hallé, une idée portée à présent par une association : faire revivre une forêt primaire en Europe de l'Ouest. « Concrètement, il s'agit de permettre la protection d'un vaste espace de dimension européenne et de grande superficie – environ 70.000 hectares – dans lequel une forêt existante évoluera de façon autonome, renouvelant et développant sa faune et sa flore sans intervention humaine prédatrice, et cela sur une période de plusieurs siècles¹⁹. » Huit cents ans, environ. Car on a tendance à l'ignorer, mais toutes nos forêts - oui, toutes ! - sont aujourd'hui des forêts « secondaires », c'est-à-dire entretenues par les êtres humains. Au contraire, une forêt primaire est « une forêt qui n'a été ni défrichée, ni exploitée, ni modifiée de façon quelconque par l'homme. C'est un écosystème qui a mené à son terme les différents cycles de sa genèse. C'est un joyau de la nature, un véritable sommet de biodiversité et d'esthétisme. » La dernière portion de forêt primaire en Europe est située à Białowieża, en Pologne. C'est là que vivent notamment les dernières populations de bisons de notre continent.

Dans le monde, les plus grandes forêts primaires se situent surtout en zone tropicale (Amazonie, Indonésie, Congo) ou dans les grandes étendues du Canada et de la Russie. Toutes menacées d'exploitation ou de déforestation, elles constituent pourtant ce que la vie fait de mieux sur cette planète... « En matière d'écologie, une forêt primaire, c'est une forêt qui est à son maximum à tous les niveaux. On ne peut pas imaginer mieux. C'est le maximum de captation et de stockage du CO₂ atmosphérique dans des troncs devenus énormes, le maximum de fertilité des sols, le maximum d'alimentation des nappes phréatiques par de l'eau pure, le maximum de résilience de la forêt... Et le plus important : le maximum de biodiversité. »

UNE MENACE POUR L'ÉCONOMIE

L'association *Francis Hallé* tente donc de sensibiliser l'opinion publique à l'importance vitale de telles forêts, et à l'urgence de créer les conditions permettant leur redéploiement. Or, l'une des régions s'y prêtant le mieux est située entre le massif ardennais français et la partie belge autour de Givet. Plusieurs articles et reportages dans les médias ont fait connaître cette idée. Il n'en fallait pas plus pour susciter l'inquiétude des autorités locales de plusieurs municipalités françaises, au point même qu'une pétition a été lancée par le député LR Pierre Cordier. D'après les opposants au projet, 92 % des communes françaises situées sur le territoire envisagé se sont prononcées contre la création d'une forêt primaire. En novembre 2023, le Conseil départemental des Ardennes a déclaré « *qu'une forêt primaire anéantirait le développement économique du Nord-Ardennes. Qu'elle menacerait la gestion durable des forêts et priverait les citoyens d'un accès à la forêt pour leurs loisirs. Les Ardennais seraient privés de l'accès à la forêt pour les activités sportives et touristiques (randonnée, cueillette, chasse, pêche, VTT, affouage, exploitation...).*²⁰ »

L'association ne cesse pourtant de rappeler qu'il n'est pas question d'interdire totalement l'accès à la forêt pour les pratiques douces et que tout l'enjeu est évidemment d'associer les populations locales dans une dynamique de recherche-action, inscrite dans la durée. « *Contrairement à ce qu'on a pu lire ici et là dans des propos souvent caricaturaux, nous ne voulons pas réaliser une « mise sous cloche ». Même s'il y aura des zones en protection stricte, il y a des équilibres à trouver et c'est précisément l'objet du programme de recherche que nous voulons mener avec l'ensemble des acteurs concernés sur le terrain. Le projet formule des axes de réflexion quant à un ensemble de sites, de dispositifs, d'activités liées aux secteurs du bois, de l'agriculture, du tourisme de nature, prenant en compte l'existant et la présence humaine sur le territoire, les pratiques sociales.* »

Côté belge, c'est le député PS couvinois Eddy Fontaine qui est monté au créneau pour s'opposer vigoureusement au projet. Au JT de la RTBF, début avril 2024, il s'irrite contre ce qu'il qualifie d'écologie dogmatique. Sur son site Internet, il détaille son argumentaire : « *Les communes frontalières se reposent sur deux facteurs économiques importants. Le premier, c'est la chasse, et le second, c'est l'exploitation forestière. Sans ces rentrées financières, les communes qui sont déjà en grande difficulté, vont l'être encore plus et ne vont pas pouvoir fonctionner.*²¹ »

CHANGER D'ÉCHELLE DE TEMPS

On peut comprendre ces inquiétudes. Mais on s'étonne que ces mêmes élus, pragmatiques, qui s'érigent en défenseurs des populations, ne voient pas venir pour leurs électeurs la menace encore bien plus dramatique des catastrophes écologiques et sociales en cours. Ils semblent encore « sous cloche », pétris des illusions du développement économique, d'un *Business as usual*. Il est vrai que l'association Francis Hallé se situe dans un autre rapport temps, pas celui du calendrier électoral, pas même celui d'une vie humaine... « *C'est du temps long pour les humains, mais ce ne sont que quelques générations d'arbres qui se succèdent, se remplacent et s'équilibrent. Le rythme actuel de nos existences est souvent frénétique, mais planifier un projet sur un temps si long n'est pas hors de portée de l'être humain : les cathédrales qui essaient l'Europe en offrent un exemple bien concret, exigeant pour beaucoup d'entre elles l'intervention de pas moins de quinze générations d'artisans.* » Le rythme des arbres nous donne l'occasion de

nous mettre à l'échelle des fameuses « générations futures ». Mais quand il s'agit d'aller au-delà de l'expression toute faite, un sinistre pragmatisme piétine toute projection un peu sérieuse dans le long terme.

La ministre Dalcq a donc fait preuve d'une parfaite « langue de bois » (sic), réaliste et neutre, pour répondre à une nouvelle interpellation inquiète du député couvinois le 13 janvier 2025 : *« Au-delà de l'intérêt que pourrait présenter un projet de ce type pour la biodiversité, un tel projet n'est pas envisageable sans l'implication de toutes les parties prenantes, et particulièrement les communes. Un tel projet semble donc difficilement crédible, notamment en lien avec l'adhésion qu'il devrait rencontrer auprès des communes et des citoyens.²² »* On ne peut, certes, pas lui donner tort, mais face à ce pragmatisme, à cette résignation devant les habitudes et l'activité économique, quelque chose en nous s'attriste, quelque chose d'assez profond, d'assez sacré.

Au-delà des intérêts économiques, qui ont cette tendance éternelle à diriger les décisions, ne serait-il pas important de consulter les citoyens sur leur envie, ou non, de mettre en œuvre une forêt primaire sur leur territoire ? D'éclaircir les avantages et inconvénients, les compromis possibles, pour construire ensemble un projet qui allie à la fois protection de l'environnement et de la biodiversité, et activités quotidiennes, économiques mais aussi de loisirs ? Pour *Nature & Progrès*, ce processus démocratique est indispensable avant de clore définitivement le dossier. Face à ses maux, notre société a besoin d'alternatives robustes et innovantes, inclusives et participatives.

CHAPITRE 4 : NOS VIES EN BOIS INDUSTRIEL

Planter des arbres peut apparaître comme un geste romantique. En réalité, l'immense majorité des plantations se fait aujourd'hui dans le cadre de ce qui s'appelle « l'exploitation forestière ». La forêt, qu'on le regrette ou non, est une industrie, un secteur économique.

Par Guillaume Lohest, rédacteur pour *Nature & Progrès*

Les rêves de forêts primaires dans nos régions se heurtent à un intérêt bien défendu : les arbres sont un outil économique. Vous qui lisez ces pages, comme moi qui les écris, sommes sans doute attristés par cette vision désenchantée et réductrice de la forêt. Nous devons toutefois faire preuve de lucidité. Le bois est partout autour de nous. Les plus « écolo » d'entre-nous visent même à remplacer le plastique, issu de l'industrie chimique et polluant jusqu'à nos abysses, par cette matière noble et entièrement recyclable qu'est le bois. Nos modes de vie ne sont-ils pas complices de l'exploitation de ces vénérables et majestueux végétaux ? Un petit exercice nous aidera à y voir plus clair. Prenons une minute pour énumérer tout ce qui, dans notre quotidien, est issu de « l'exploitation forestière ».

OÙ EST LE BOIS DANS NOS VIES ?

Dans la maison, il est présent sous nos pieds avec les parquets, autour de nous dans les meubles - armoires, étagères, tables, chaises - ou encore dans les portes, fenêtres et escaliers. Il structure aussi l'habitat lui-même : ossatures, poutres, charpentes ou isolants à base de fibres de bois se répandent dans la construction. Il s'invite à table sous forme de planches, de cuillères ou de cure-dents. Dans nos bureaux et nos sacs, on le retrouve transformé en papier : journaux, livres, enveloppes, cahiers, cartons d'emballage, mouchoirs et rouleaux de papier toilette. Il chauffe encore bon nombre de foyers belges, sous forme de bûches, de pellets ou de plaquettes. Il façonne aussi les crayons que nous utilisons, les pinceaux, les manches d'outils, les jeux d'enfants, les instruments de musique ou les objets artisanaux. Le bois est dans les caisses de fruits du marché, dans les palettes qui transportent les produits, dans les clôtures de jardin, et même dans certains textiles, issus de fibres de cellulose. Il est matériau, énergie, contenant, support, objet. Invisible parce qu'évident, il témoigne de notre profonde dépendance à l'arbre.

Aimer la forêt ne peut donc pas se limiter au sentiment que l'on éprouve quand on s'y promène. C'est aussi un acte, qui exige un regard critique sur nos modes de consommation, nos imaginaires et, surtout, sur les politiques menées dans notre pays et dans le monde entier – puisque, ne soyons pas hypocrites, certains de nos meubles ont une provenance, disons, scandinave, et de nombreux autres objets que nous utilisons sont issus de bois d'importation.

« DURABLE », NOUS DIT-ON

Tiens, en parlant de politique, il est coutumier d'entendre dire, et cela nous rassure, que la forêt wallonne est gérée de manière durable. Qu'entend-on par là ? Un premier élément que les acteurs de la filière bois mettent en avant, c'est que « la superficie des forêts belges ne cesse d'augmenter

: 435.000 hectares en 1866, 618.000 hectares en 1970 et 692.916 hectares en 2000, soit près de 60 % d'accroissement en 140 ans. Les forêts représentaient 21 % du territoire belge en 2020²³. Pour la Wallonie, c'est même 33 %. La FEBHEL – fédération des entreprises de la filière bois-énergie – insiste aussi sur le fait qu'il ne faut pas confondre exploitation forestière et déforestation. « *La déforestation consiste à remplacer une surface forestière par un environnement non-forestier tandis que l'exploitation forestière consiste à récolter du bois avant de renouveler la ressource. Cela est encouragé par les certifications (telles que PEFC et FSC) qui promeuvent une gestion durable des forêts, facilement reconnaissables par leur logo respectif. Avec une gestion durable des forêts, aucune pénurie n'est à craindre pour les consommateurs de bois-énergie.* »

Tout irait-il pour le mieux dans le meilleur des mondes ? En juin 2023, pourtant, *Natagora* et *Canopea* ont décidé de se retirer du programme de gestion du label PEFC, le plus utilisé en Wallonie. Leurs arguments ? Le long processus de révision de la certification PEFC, dans le but d'inciter les propriétaires privés à rejoindre le label, a réduit les ambitions environnementales au strict minimum légal et a manqué de transparence. Les associations invitent alors à un changement de regard. « *Plutôt que de percevoir les améliorations environnementales comme des menaces pour la rentabilité du secteur forestier, le PEFC devrait y voir des opportunités que les générations futures lui sauront gré d'avoir pu saisir.* »²⁴

LA RÉSILIENCE DES FORÊTS WALLONNES

Dans le même temps, un processus plus général était en cours : les Assises de la forêt. Initiées en février 2022, elles ont abouti en mars 2023 sur 74 résolutions et, un an plus tard, sur une « Stratégie forestière régionale » de 75 pages. Fruit de plus de soixante réunions avec tous les acteurs concernés – experts universitaires, administration, propriétaires, gestionnaires, filière bois, chasseurs, associations, tourisme, etc. –, cette stratégie repose sur cinq axes tentant de tenir compte de préoccupations diverses, de la biodiversité à la production de bois, en passant par la recherche et le rôle social et récréatif de la forêt. Une stratégie qui ferait donc globalement consensus, dans un contexte de vulnérabilité face au dérèglement climatique que plus aucun acteur ne conteste. Augmenter la résilience des forêts est donc un maître-mot de cette stratégie, ce qui devrait passer par une protection accrue des forêts dites « anciennes » (âgées de plus de 250 ans). La diversité en essences feuillues y est plus importante. Par conséquent, si le chêne périclité, il y aura encore du hêtre, de l'érable ou du bouleau. Dans les monocultures, évidemment, c'est différent. Quand les scolytes arrivent sur les épicéas, ils attaquent toute la parcelle d'un coup. Deuxième point : dans les forêts anciennes, les racines des arbres ont toujours été présentes dans le sol. Leurs systèmes racinaires ont déjà fouillé le sol et le sous-sol du mieux qu'ils pouvaient pour aller chercher profondément de l'eau mais aussi les ressources en nutriments²⁵.

LA CONSCIENCE TRANQUILLE ?

On ne peut que se réjouir de cette relative convergence de vues autour d'une stratégie commune de la part d'acteurs dont les objectifs peuvent être opposés. Mais cela vaut pour la Wallonie. À l'échelle du monde, qui nous concerne tout autant, la joie est-elle de mise ?

Il paraît que la déforestation « ralentit ». Doux euphémisme qui signifie qu'elle se poursuit : on déforeste moins vite.

L'évaluation des ressources forestières mondiales 2020 de la FAO estime que 420 millions d'hectares de forêt ont été déboisés (affectés à d'autres utilisations) entre 1990 et 2020, soit, l'équivalent de la superficie de l'Union Européenne²⁶. À quoi il faut ajouter la dégradation des forêts, plus difficile à quantifier, mais bien réelle.

Certes, c'est l'agriculture intensive qui est la première cause de déforestation. Mais l'exploitation industrielle de bois n'est pas en reste. Ainsi, même si soutenir des fermes biologiques et autonomes est un geste en faveur des forêts – une grande partie de la déforestation servant à la cultiver un soja qui nourrit le bétail de la majorité des exploitations intensives –, cette démarche ne suffit pas. Et notre papier ? Et nos « essuie-tout » ? Et notre papier-toilette ? Et nos meubles scandinaves ? Impossible de dresser un bilan complet de toute l'économie du bois ici, mais il faudra le faire. Le but n'est pas de faire reposer sur nos épaules de consommateurs l'ampleur du désastre, mais d'augmenter notre conscience critique et notre volonté d'agir collectivement pour que les lois changent et que l'économie perde son pouvoir de nuisance.

CHAPITRE 5 : VULNÉRABLES FORÊTS

L'avenir des forêts est incertain, et même inquiétant. Les extrêmes climatiques affaiblissent et tuent les arbres, fragilisant les écosystèmes-mêmes qui participent à la résilience climatique. Faut-il dès à présent adapter nos forêts aux perturbations à venir, ou faire confiance dans leur capacité d'évolution naturelle ?

Par Guillaume Lohest, rédacteur pour *Nature & Progrès*

Nous avons mené nos réflexions sur les arbres, la plupart du temps, dans l'émerveillement. Nous avons rencontré des planteuses et des planteurs d'arbres dont la persévérance faisait naître de véritables petites forêts. Nous avons vu leurs bienfaits contre la chaleur dans les villes, nous avons espéré et déchanté quant à leur potentiel de lutte contre le dérèglement climatique. Nous avons rêvé avec ceux qui aimeraient recréer une forêt primaire en Europe, et qui doivent lutter contre l'esprit pragmatique du monde. Nous avons fait le compte de tout ce que nous devons aux arbres, et notre dette est immense.

Voici venu le temps de l'incertitude, voire de l'inquiétude. Les forêts ne sont pas immortelles. Elles ne sont pas toutes-puissantes. Elles semblent même vulnérables et autant menacées que tout le reste du vivant.

RAVAGES DU FEU

Par le feu, d'abord. Ce qu'on devine face aux images d'actualité, chaque été, est confirmé par des enquêtes statistiques. Le nombre de feux de forêts et la quantité d'hectares qui partent en fumée chaque année ont plus que doublé en seulement vingt ans²⁷. En 2025, rien que dans l'Union européenne, environ un million d'hectares avaient déjà été détruits par les flammes avant l'automne. Avec les feux de forêt, on se trouve face à un exemple concret de ces fameuses « boucles de rétroaction » négatives : plus le monde se réchauffe, plus cela favorise la sécheresse et les incendies, plus cela émet des gaz à effet de serre qui réchauffent le monde, etc. Selon *Oxfam France*, « à l'échelle mondiale, les feux de forêt ont libéré 1.940 mégatonnes de CO₂ en 2024, soit cinq fois les émissions de la France. »

LA SÉCHERESSE TUE LES FORÊTS

Même quand elle ne brûle pas, la forêt subit les effets du dérèglement climatique. L'augmentation des épisodes de sécheresse est sans doute la menace la plus insidieuse. Invisible au premier coup d'œil, elle fragilise lentement les arbres de l'intérieur. Les végétaux se protègent en fermant leurs stomates (des pores situés au niveau du feuillage) pour limiter l'évapotranspiration. Mais ce mécanisme de survie a un coût : la photosynthèse ralentit, la croissance s'interrompt, les réserves d'énergie s'épuisent. Saison après saison, le plant devient plus vulnérable aux parasites et aux maladies. Et quand la chaleur s'ajoute à l'aridité, la mécanique bascule : ce ne sont plus seulement quelques branches qui dépérissent, mais des peuplements entiers meurent sur pied.

Ainsi, une étude conclut : « *Les hêtraies que nous avons échantillonnées en Belgique (286 arbres sur 35 sites) accusent des diminutions de croissance marquées les années de canicule ou de sécheresse printanière. Ces stress climatiques étant de plus en plus fréquents, la croissance du hêtre a progressivement faibli depuis les 40 dernières années, au fur et à mesure qu'il épuise ses réserves pour réparer les dégâts dans ses vaisseaux et à sa ramure.* »²⁸

Le phénomène n'est plus une projection mais une réalité observable dans de nombreux écosystèmes. Le GIEC souligne ainsi que « *le changement climatique d'origine humaine peut provoquer la mortalité des arbres directement via l'augmentation de l'aridité ou de la sécheresse [...] Les observations de terrain documentent une accélération des taux de mortalité, une hausse de la mortalité de fond et des changements de végétation après mortalité.* »²⁹ Autrement dit, les sécheresses, combinées aux vagues de chaleur, ne se traduisent pas seulement par une perte de croissance, mais par des morts massives d'arbres, dépassant la capacité naturelle des forêts à se régénérer.

Ce constat est mondial. Les mortalités fragilisent la structure et la composition des forêts et menacent leur fonction de puits de carbone. Si les sécheresses répétées et les vagues de chaleur venaient à transformer certaines forêts en sources nettes d'émissions, une nouvelle boucle de rétroaction dangereuse s'installerait : plus il fait chaud, plus les arbres meurent, plus les émissions augmentent, et plus le climat se dérègle encore. Malheureusement, il semble que ce soit déjà une réalité. « La biomasse aérienne des forêts tropicales australiennes est désormais une source nette de carbone », titre la revue scientifique *Nature*³⁰. Une partie des forêts françaises, dans le Grand Est, est également émettrice nette de carbone d'après l'inventaire forestier 2025 réalisé par l'IGN³¹.

S'ADAPTER À VITESSE FORCÉE ?

Est-il possible, malgré tout, d'aider les forêts à s'adapter à ces perturbations ? Les forêts anciennes – celles dont on peut établir qu'elles ont plus de 250 ans – offrent de sérieux atouts, selon Thierry Kervyn, spécialiste de la biologie de conservation, attaché au Service Public de Wallonie³². Leur diversité en essences feuillues assure une forme d'assurance-vie : si le chêne décline, il reste le hêtre, l'érable ou le bouleau. Leurs systèmes racinaires, profonds et anciens, savent aller chercher l'eau et les nutriments jusque dans la roche. « *A priori, si on doit décider quelles zones forestières seraient les plus résilientes, donner la priorité aux forêts anciennes est une bonne option. Aujourd'hui l'intérêt des forêts anciennes en matière de biodiversité n'est plus contesté, mais leur intérêt pour la résilience face au changement climatique n'est peut-être pas encore assez connu.* »³³

La « migration assistée » est également pratiquée. C'est le cœur du travail de recherche de Brigitte Musch, cheffe du département Ressources génétiques forestières à l'Office National des Forêts français. « *Je vais introduire des espèces connues pour être plus résilientes, en me limitant à des espèces présentes en Europe qui ont déjà co-évolué ensemble. Avec la migration assistée, on ne fait qu'imiter la nature... C'est ce qui s'est passé après les périodes de très fortes glaciations, il y a 12.000 ans. Mais la vitesse de migration des arbres, très lente, n'est pas compatible avec la vitesse du changement climatique, dont le facteur est multiplié par dix. D'où l'accompagnement, qui quitte progressivement le domaine de l'expérimentation pour entrer dans les pratiques classiques.* »

La meilleure attitude à adopter reste donc incertaine : faut-il piloter l'adaptation des forêts en introduisant de nouvelles essences, ou au contraire faire confiance à leur résilience naturelle ? Les experts plaident pour une approche mixte : sélection raisonnée, mais aussi et surtout sanctuaires laissés en libre évolution. « *Aujourd'hui, on se dit qu'on va choisir des essences qui viennent du Sud, mais en fait, on n'est même pas certains des scénarios climatiques, plus chaud ou plus froid. Laisser des espaces en libre évolution où la nature peut s'adapter par elle-même, c'est sans doute une des stratégies essentielles pour la résilience de la forêt dans le futur.* » indique Sébastien Carbonelle, directeur de l'association *Forêt et Naturalité*³⁴. Selon une enquête de cette association, 76 % des personnes interrogées se disent favorables à l'idée d'accroître largement les surfaces protégées, qui représentent seulement 2 à 3 % de la forêt wallonne aujourd'hui. Aller dans ce sens serait un premier pas, une manière de nous souvenir que « *ce monde n'est pas notre monde avec des arbres dedans. C'est un monde d'arbres, où les humains viennent tout juste d'arriver.* »³⁵

CONCLUSION : PLANTER DES ARBRES, POUR LE MEILLEUR OU POUR LE PIRE ?

Planter des arbres, une solution à tous nos maux ? Les arbres nous sauveront-ils ? En captant les gaz à effet de serre produits par notre humanité « droguée » aux énergies fossiles ? En climatisant nos villes, nous permettant de survivre aux épisodes caniculaires de plus en plus longs, intenses et fréquents ? En constituant un sanctuaire pour une biodiversité laminée par nos pesticides et par notre béton, si nous parvenions à laisser vivre quelques forêts primaires ? En nous inspirant des travaux de la sociologie, étudions jusqu'au bout des racines ce geste anodin et sympathique.

Par Sylvie La Spina, rédactrice en chef chez *Nature & Progrès*

Planter des arbres est un geste écologique positif. Ces ligneux vénérables disposent d'innombrables qualités : lutte contre l'érosion, ralentissement et épuration des eaux, préservation de la biodiversité, brise-vent, brise-vue, parasol et climatiseur, séquestration de dioxyde de carbone et émission d'oxygène, mais encore, les arbres « font pleuvoir » en favorisant la formation des gouttes de pluie, donnant naissance à de véritables rivières aériennes. On ne compte plus aujourd'hui les initiatives qui plantent ou proposent de planter des arbres : dans les communes, écoles, jardins, chez les agriculteurs, sur les propriétés d'entreprises ou même plus loin, à l'autre bout du monde. Le côté sympathique de l'opération avec ses promesses de pinsons et d'écureuils pourrait-il endormir notre esprit critique ?

L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

Nous avons déjà pu nous rendre compte, dans le chapitre 1, des stratégies mises en œuvre par certains opérateurs commerciaux pour déculpabiliser les plus « écolo » d'entre-nous via la fameuse « compensation carbone ». Une tonne de dioxyde de carbone potentiellement (si l'arbre survit et grandit) et temporairement (le temps de sa croissance) stocké équivaut-il vraiment à une tonne émise directement par la combustion de pétrole dans le réacteur de l'avion qui nous emmène en vacances ? Non, planter des arbres ne permet pas de concilier capitalisme et environnement. Nos tendres haies furent, comme nous l'avons vu dans notre analyse 2025/25, un outil de développement du capitalisme. En Angleterre, elles servirent notamment à enclore les parcelles collectives pour les constituer en propriétés privées au détriment des paysans. L'incorporation du sol au capital finit par éliminer quasiment complètement l'économie collective de village reposant sur le bien commun.

ARBRES ET HAIES À TRAVERS LE TEMPS

Planter des haies change de signification au fil du temps. Clôture et ressources en bois, en aliments ou en fourrages, arbres et arbustes sont devenus des « éléments improductifs » au sens de la Politique agricole commune, marginalisés par la modernisation de la société. Les énergies fossiles remplacent le bois, des fruits de toutes origines sont préférés aux nêfles et aux coings, et les céréales, le soja ou la luzerne ont mis de côté le « bois d'émonde » dont le feuillage nourrissait

le bétail en hiver. De ressources, les haies sont devenues des obstacles, empêchant le passage des machines et l'extension des parcelles. Elles furent détruites bien avant le remembrement des années 1950 qui fut le point d'orgue de leur déclin. Aujourd'hui, planter une haie est un geste écologique pour la préservation de la biodiversité, l'embellissement des paysages, et très secondairement encore pour son utilité dans le contexte agricole.

Mais n'a-t-on pas trop tendance à idéaliser ce temps ancien regrettable où les paysans prenaient soin de leurs arbres ? Et s'il avait vraiment existé, peut-on le faire « revivre » aujourd'hui dans un contexte social et économique totalement différent ? Avant de développer ces questions capitales, penchons-nous sur ce geste *a priori* anodin.

REGARDER AU-DELÀ DE L'ARBRE

« Contre une écologie parfois dénoncée comme punitive, contraignante ou négative, la plantation d'arbres revêt tous les atouts optimistes d'une écologie des petits gestes », analyse Léo Magnin dans son livre « La vie sociale des haies » (2024, *La Découverte*). Planter des arbres, c'est sympa, bien plus sexy que de réduire le chauffage de sa maison ou de dénoncer la frilosité politique à prendre à bras le corps les enjeux climatiques. Pourtant, n'oublions pas la nécessité de la sobriété et de la critique, deux éléments indispensables à l'action citoyenne. Si l'écologie a besoin de séduire de nouveaux adeptes, n'occultons pas et ne dévalorisons pas ces outils.

Les plantations d'arbres en bordure de champs, encouragées par des subsides, construisent, selon le sociologue, un « *récit qui fait de l'agriculture une solution aux problèmes environnementaux* ». Mais n'oublierait-on pas de remettre en question, dans le modèle encore dominant, des pratiques délétères telles que l'utilisation de pesticides ? « *Que faut-il produire et manger pour limiter les chocs environnementaux et s'y adapter, bon gré, mal gré ? Quel contrat social élaborer entre producteurs, entreprises agroalimentaires, distributeurs et consommateurs ?* » Selon Léo Magnin, la haie constitue « *une clôture qui empêche l'écologisation d'atteindre le cœur du système productif* ».

Elle fut même utilisée comme argument de contestation des politiques d'écologisation par les agriculteurs français lors des soulèvements du début de l'année 2024. Les syndicats agricoles majoritaires mirent en avant les « quatorze réglementations pesant sur les haies », un fatras de normes environnementales qui, quand on les analyse, ne s'appliquent que dans des cas fortement circonscrits. Les manifestations aboutirent à des promesses politiques en tous genre, depuis l'abandon de la taxation du gazole non routier jusqu'à l'abandon des recours contre des projets agricoles, en passant... par une régression des normes environnementales. La haie, l'« idiot utile » de l'agriculture, selon Léo Magnin, un symbole utilisé pour le meilleur et pour le pire...

POSER LES VRAIES QUESTIONS !

Enfin, le sociologue pose les questions qui fâchent. Qui va entretenir ces haies que nous plantons avidement ? Sachant qu'étant devenues des obstacles à la modernisation de l'agriculture, des éléments improductifs, leur entretien coûterait non moins de 450 euros par an et par kilomètre³⁶ ? L'évolution de la société vers un nombre moins important d'agriculteurs devant gérer des territoires de plus en plus grands va à l'encontre du développement des haies, ce qui explique

notamment qu'en France, chaque année, plus de 20.000 kilomètres de haies sont encore silencieusement détruites alors que 3.000 km sont replantés. Une hérésie ! Tant en France qu'en Belgique, le secteur agricole se trouve face à un enjeu capital de vieillissement de la population active et de problèmes de transmission des fermes.

Parlant d'un village auvergnant qui n'a pas vécu le remembrement, dont les haies enclosent des parcelles d'un demi-hectare, Leo Magnin analyse : « *Le maintien des haies enserre ces parcelles tout comme la réglementation contraindrait le village à demeurer en marge d'une agriculture perçue par les agriculteurs comme plus moderne et efficace.* »

Le sociologue conclut : « *Est-il socialement juste et écologiquement pertinent de déléguer à un groupe professionnel si restreint la double responsabilité massive de produire l'alimentation et de préserver autant de milieux naturels ? Transférer totalement des enjeux aussi fondamentaux que la biodiversité, le paysage et l'adaptation au changement climatique à une minorité sociologique relève du solutionnisme social, moins connu que le solutionnisme technologique, mais tout aussi illusoire. Qui s'en occupe ? Qui a le temps ? Dans quels lieux ? Avec quel système économique ? Quelle position sociale ? Quels savoirs et techniques ? Quels choix politiques ?* » Des questions qui ne remettent pas en cause les bienfaits des arbres et des haies mais auxquelles il est indispensable de répondre si l'on veut réellement que l'arbre « sauve » l'humanité, ou en tous cas, contribue à un monde habitable.

COMMENT AGIR ?

Mettre en terre arbres et arbustes est un geste positif pour notre environnement et pour l'avenir de notre société. Cette étude a surtout pour objectif d'amener un regard critique dépassant la simple « approbation naïve » de ce geste qui pourrait être considéré comme une évidence positive en tout temps, en tous lieux et en tout contexte. « *La haie ne risque-t-elle pas de devenir une solution tout-terrain, voire hors-sol, s'appliquant partout, sans égard pour les particularités des lieux ?* », questionne Léo Magnin dans son ouvrage.

Dire stop au « treewashing »

Face à un projet de plantation de haies ou à l'évocation d'arbres en tant que solution environnementale, il est intéressant de se poser les bonnes questions.

Qui est à l'origine du projet et quel est son intérêt personnel ? Est-ce une agence qui tente de me vendre des billets d'avion ? Un politique qui souhaite « verdier » sa commune et gagner des voix à la veille d'élections ? Un agriculteur qui veut renforcer l'image environnementale de sa ferme en vente directe ou présentant le projet de construction d'un poulailler industriel ? Que font-ils d'autre, alors, en faveur de l'environnement ?

La plantation est-elle réellement une solution dans le contexte présenté ? Par qui les arbres seront-ils entretenus ? Seront-ils protégés des agressions telles que des pulvérisations de pesticides ? Plantera-t-on des essences indigènes ? Diversifiées ? Potentiellement adaptées aux dérèglements climatiques ? Sur des terrains publics ou privés ?

L'idée n'est pas, bien entendu, de déjouer les projets de plantation d'arbres, mais d'éviter de limiter sa vision à cet acte symbolique en oubliant le reste. Il s'agit de s'intéresser aux autres

actions à mener, de poser les bonnes questions, de demander davantage que ce simple acte (de revoir les pratiques agricoles, de renforcer une politique verte, etc.).

Aménager nos villes

Nous l'avons vu, planter des arbres en milieu urbain contribue autant à climatiser nos lieux de vie qu'au bien-être des habitants, à préserver la biodiversité ou à réguler les cycles de l'eau. Les citoyens sont directement concernés par les politiques d'aménagement des villes, qui devraient initier une transition vers une verdurisation. Des arbres peuvent s'inviter dans les jardins, mais aussi dans les réaménagements de voirie qui permettraient de favoriser leur développement, la circulation « lente » et de réduire le « tout à la voiture ». Encore faut-il que ces travaux prennent bien en compte les besoins des arbres déjà en place et installés. Et si nous en parlions à nos bourgmestres et échevins ?

Tout le monde peut sauver les arbres

Devant les enjeux touchant au climat, on peut se sentir impuissant. Pourtant, planter et sauver des arbres est à la portée de tous. Du débat entre nos membres, il ressort qu'il est important de « *sensibiliser en sortant d'un langage scientifique et cérébral, universitaire, qui ne va pas jusqu'au cœur des gens* ». Planter un arbre à la naissance d'un enfant, un acte pratiqué dans certaines communes, est inspirant et symbolique, car l'arbre représente l'avenir. Et si nous le proposons à nos bourgmestres ?

Guillaume Lohest analyse : « *On peut être héroïque dans son jardin, dans son voisinage ou dans son village. On peut aussi créer un collectif pour défendre une cause locale. De nombreux groupements citoyens se sont soulevés à l'annonce de l'abattage des arbres de leur rue. L'attachement ne concerne pas forcément l'idée de l'arbre, mais des individus en particulier. Ceux du square Léopold, l'alignement d'une avenue de Bruxelles, le vieux chêne de son enfance... Il y a des gens qui se mobilisent pour ça. Ça peut sembler anecdotique, mais la mobilisation citoyenne massive est complémentaire aux mesures plus politiques.* »

REFERENCES

- ¹ <https://www.natpro.be/reduisons-le-co2/>
- ² Authentique. Voir « Ryanair lance un nouveau calculateur de carbone », <https://corporate.ryanair.com/>.
- ³ Anonyme. Planting 1,2 trillion trees could cancel out a decade of CO₂ emissions, scientists find. *Yale Environment* 360, 20 février 2019. <https://e360.yale.edu>.
- ⁴ Bastin J.-F., Finegold Y., Garcia C., Mollicone D., Rezende M., Routh D., Zohner C.M. et Crowther T.W. 2019. The global tree restoration potential. *Science* 365 (6448) : 76-79. <https://www.science.org/doi/10.1126/science.aax0848>
- ⁵ Carrington D. Tree planting “has mind-blowing potential” to tackle climate crisis. *The Guardian*, 4 juillet 2019. <https://www.theguardian.com/environment/2019/jul/04/planting-billions-trees-best-tackle-climate-crisis-scientists-canopy-emissions>
- ⁶ Guyot J. Planter 1.200 milliards d'arbres peut-il vraiment sauver le climat ? *All4Trees*, 8 juillet 2019. <https://news.all4trees.org/planter-1200-milliards-arbres-sauver-changements-climatiques/#:~:text=L'arbre%20qui%20cache%20une,lutte%20contre%20les%20changements%20climatiques>.
- ⁷ Communication de l'ONU Environnement, 2019 : <https://www.unep.org/fr/actualites-et-recits/recit/les-compensations-carbone-ne-nous-sauveront-pas>
- ⁸ Angerand S. et Guyot J. Planter des arbres pour mieux polluer ? Tribune dans *Libération*, 3 avril 2019. <https://www.canopee.org/le-media/points-de-vue/planter-des-arbres-pour-mieux-polluer/>
- ⁹ Aguirre-Gutiérrez, J., Stevens N. et Berenguer E. 2023. Valuing the functionality of tropical ecosystems beyond carbon. *Trends in Ecology & Evolution*, Volume 38, Issue 12, 1109 – 1111. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0169534723002239>
- ¹⁰ Santrot F. Christian Kroll (Ecosia) : « Nous ne nous contentons pas de planter des arbres, nous les faisons grandir », *We Demain*, 21 mai 2022. <https://www.wedemain.fr/comprendre-lactualite/christian-kroll-ecosia-nous-ne-nous-contentons-pas-de-planter-des-arbres-nous-les-faisons-grandir-1132259>
- ¹¹ Voir, par exemple, *All4trees* (<https://all4trees.org>) ou *Cœur de forêt* (<https://www.coeurdeforet.com>).
- ¹² Etude du Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek citée dans : Cartographie de l'îlot de chaleur à Bruxelles. <https://environnement.brussels/citoyen/documentation-et-outils/etat-des-lieux-de-lenvironnement/ilot-de-chaleur>
- ¹³ Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France. 2010. Les îlots de chaleur urbains.
- ¹⁴ <https://canopee.liege.be/>
- ¹⁵ Collectif. 2015. Villes et changement climatique. Îlots de chaleur urbains. Editions *Parenthèses*. <https://www.editionsparentheses.com/Villes-et-changement-climatique>
- ¹⁶ Anonyme. 2023. D'où vient le pouvoir rafraîchissant des arbres (et tous leurs autres bénéfices) ? *Nantes Métropole et Ville* n°329. <https://metropole.nantes.fr/actualites/d-ou-vient-le-pouvoir-rafraichissant-des-arbres-et-tous-leurs-autres-benefices>
- ¹⁷ Michel B. 2016. Face à la canicule, en ville, les arbres sont la meilleure parade. *Reporterre* et revue *Silence*. <https://reporterre.net/Face-a-la-canicule-en-ville-les-arbres-sont-la-meilleure-parade>
- ¹⁸ Lange C. Il n'y aura pas de forêt primaire dans les Ardennes. *L'Ardennais*, 29 février 2024, www.lardennais.fr.
- ¹⁹ Association *Francis Hallé* pour la forêt primaire, <https://www.foretprimaire-francishalle.org/le-projet/>
- ²⁰ Anonyme. Les élus départementaux s'opposent au projet de création d'une forêt primaire dans les Ardennes, 17 novembre 2023. <https://www.cd08.fr/>
- ²¹ <https://eddyfontaine.be/>
- ²² PARLEMENT WALLON, SESSION 2024-2025, COMPTE RENDU INTÉGRAL, Séance publique de commission, Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité, lundi 13 janvier 2025.
- ²³ « Bois-énergie et forêt », <https://www.febhel.be>.
- ²⁴ Roland C. *Canopea* et *Natagora* se retirent du label de gestion forestière durable PEFC, *Canopea*, 6 juin 2023. <https://www.canopea.be/canopea-et-natagora-se-retirent-du-label-de-gestion-forestiere-durable-pefc/>
- ²⁵ Spoto E. Les bienfaits des forêts anciennes en Wallonie : « Un arbre, c'est un investissement sur plusieurs décennies », *Le Vif*, 10 juillet 2024.
- ²⁶ FAO. 2022. La situation des forêts du monde. <https://www.fao.org>.

-
- ²⁷ Cunningham C. 2024. Increasing frequency and intensity of the most extreme wildfires on Earth. *Nature Ecology et Evolution* 8 : 1420-1425. <https://www.nature.com/articles/s41559-024-02452-2>
- ²⁸ Latte N. et Taverniers P. (sans date) Comment nos arbres réagissent-ils aux changements climatiques ? <https://www.rechercheforestiere.be>
- ²⁹ Sixième Rapport d'Évaluation du GIEC, 2022.
- ³⁰ Carle H., Bauman D., Evans M.N., Coughlin I., Binks O., Ford A., Bradford M., Nicotra A., Murphy H. et Meir P. 2025. Aboveground biomass in Australian tropical forests now a net carbon source. *Nature* 646 : 611-618.
- ³¹ IGN. Memento de l'inventaire forestier. Edition 2025. <https://inventaire-forestier.ign.fr/>
- ³² Spoto E. Les bienfaits des forêts anciennes en Wallonie : un arbre, c'est un investissement sur plusieurs décennies. *Le Vif*, 10 juillet 2024. <https://www.levif.be/lesoptimistesduclimat/les-bienfaits-des-forets-anciennes-en-wallonie-un-arbre-cest-un-investissement-sur-plusieurs-decennies/>
- ³³ Saussier B. Nos forêts dépérissent, j'en suis malade. *Ouest-France*, 30 novembre 2024. <https://www.ouest-france.fr/medias/ouest-france/e-dossier/transition-ecologique-en-quete-de-demain/nos-forets-deperissent-jen-suis-malade-f82a7166-ad98-11ef-9b54-3c56a96f72e2>
- ³⁴ Forêts en libre évolution : quels bienfaits pour la biodiversité et le climat ? Emission RTBF *Tendances Première*, 23 septembre 2025.
- ³⁵ Powers R. 2018. L'arbre-Monde. *Norton & Cie*. 550 pages.
- ³⁶ Résultat de l'étude Resp'haies (résilience et performances des exploitations agricoles liées aux haies) coordonnée par l'AFAC-Agroforesteries, citée dans De Menthère C., Falcone P., Piveteau V. et Ory X. 2023. La haie, levier de planification écologique. CGAER.



NATURE & PROGRES Belgique

Rue de Dave 520, 5100 Jambes

081 30 36 90 - info@natpro.be

www.natpro.be



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES